



Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER) • Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations • Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	<p>CHAMPS D'APPLICATION</p> <p>Tout le patrimoine des collectivités : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Isolants standard ou éco-matériaux • Pare vapeur, freine vapeur • Accessoires de pose de l'isolant • Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC • Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques • Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant, bardage bois • Elimination des déchets de chantier d'isolation • Menuiseries (en bois uniquement, PEFC ou FSC): fenêtres, volets • Ventilation • Dépenses de maîtrise d'œuvre • Etude thermique selon cahier des charges régional • Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communes, Communautés d'agglomération Associations
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre d'atteindre la performance BBC rénovation*, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m2/an et atteinte de l'étiquette C après travaux <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>

- Les communes de plus 1000 habitants et les communautés de communes* disposant d'au moins 10 bâtiments de plus de 10 ans doivent avoir réalisé un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) ou adhérer à un service de Conseil en Energie Partagé (CEP)

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen 	<ul style="list-style-type: none"> - NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21 	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

- Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mise en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Dans les communes de moins de 1000 habitants, cette attestation pourra être délivrée par le prestataire régional ayant réalisé l'étude thermique dans le cas où il a été mobilisé pour l'accompagnement du maître d'ouvrage pour le lancement des travaux.

Le marché régional pourra à son terme être prolongé, dans le cadre d'un marché local, ou par la reconduction du marché régional avec imputation budgétaire sur l'enveloppe du Contrat.

Dans le cas contraire, et/ ou si le bouquet de travaux retenu correspond à un autre scénario que celui préconisé dans l'étude thermique offerte par la Région, le maître d'ouvrage devra mandater un bureau d'étude thermique à ses frais pour la production de cette attestation

- Les travaux doivent être réalisés par une entreprise
- La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Les opérations ne comprenant pas d'isolation des combles ne sont pas éligibles sauf si les combles sont déjà suffisamment isolés (attestation par un bureau d'étude thermique à l'appui)
- Le formulaire régional « plan isolation » doit être dûment complété
- Concernant le logement social le maître d'ouvrage devra démontrer une baisse de 15% de la quittance globale du locataire

** il s'agit du patrimoine dont la communauté de communes a la compétence pour la réalisation de travaux.*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb de bâtiments rénovés
- Nb de bâtiments BBC rénovation après travaux
- Nb de bâtiments atteignant la classe C après travaux
- Surface d'isolants posés
- Surface de menuiseries posées